

La junte compte sur la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) pour venir à son secours. Nos sources sont formelles. Les hommes de BOA veulent placer auprès de la banque centrale plusieurs dizaines de milliards de FCFA d'obligation de l'Etat gabonais à un taux d'intérêt de 6%. C'est que la signature de BOA s'est fortement dégradée, notamment par les mauvais indicateurs économiques : surtout la baisse continue des prix du pétrole sur le marché international ; l'épuisement des réserves qui conduit à la baisse du niveau de production du pétrole au Gabon ; une dette publique qui devient insoutenable. Sans oublier une gestion budgétaire scabreuse dont l'illisibilité ne permet pas aux investisseurs de s'engager pour le Gabon. La conjonction de tous ces paramètres a amené l'agence de notation Fitch Ratings à dégrader récemment le Gabon en le plaçant désormais dans la catégorie des pays « où il est déconseillé d'investir ». Avec un tel profil, les investisseurs fuient désormais BOA comme la peste. Ce dernier compte contourner cette difficulté en s'adressant à la BEAC.

Les statuts de la banque centrale de la Cemac permettent en effet à cette institution de placer auprès des opérateurs du marché, une partie de ses réserves de changes non concernées par la « convention de compte



d'opérations » qui impose à la BEAC de déposer auprès du trésor français, 50% de ses réserves. En contrepartie, le trésor français garantit la convertibilité externe du FCFA. Mais les conditions requises pour bénéficier de ce concours de la part de la BEAC sont drastiques. Elles ont été renforcées après l'épisode malheureux de 2009, qui a vu la BEAC perdre près de 16 milliards de FCFA dans des « placements douteux auprès de la banque française Société générale ». C'est dire que l'audience que vient d'accorder BOA au gouverneur Lucas Abaga Ntchama ne servira strictement à rien si son économie ne peut pas satisfaire les conditions requises pour obtenir un financement de la

BEAC. L'article 11 des statuts de la banque codifie de tels engagements. La BEAC ne peut placer ses réserves que dans un pays ou une organisation privée ou publique bénéficiant d'une note AA au moins auprès des principales agences de notation. Le Gabon est noté B- avec perspective stable. C'est-à-dire que ce pays est très loin des standards exigés par toutes les institutions qui s'adressent à la Beac.

Bien sûr, BOA peut compter sur le syndicat des chefs d'Etat de l'Afrique centrale pour infléchir le nouveau gouverneur vers un plus de « laxisme ». Surtout que ces pays également lorgnent vers un tel mécanisme pour pouvoir également se financer. BOA peut aussi

compter sur son nouvel allié Manuel Valls. Le chef du gouvernement français peut bien demander aux deux administrateurs qui représentent le trésor français au conseil d'administration de la BEAC, de voter de telles mesures d'assouplissement des conditions d'accès au financement de la BEAC. Malgré cela, il n'est pas sûr que la Banque centrale européenne laisse passer un tel montage au moment où l'euro a plus que besoin de toute la puissance financière de la France pour soutenir sa parité avec le dollar. Car un tel prêt concédé à Boa ou à d'autres Etats pétroliers en difficultés, serait difficilement recouvrable. Dans ce contexte, la France risque de voir le niveau de contribution de la BEAC au



compte d'opération diminuer dangereusement. Ce qui lui imposerait automatiquement de devoir mettre la main à la poche pour refinancer ce compte. A moins de proposer une nouvelle dévaluation du FCFA comme en 1994.

Le gendarme le plus coriace à convaincre qu'un tel schéma est la solution pour sortir BOA du marasme est le Fonds monétaire international (FMI). Ce n'est pas que cette institution monétaire internationale ait un droit de regard quelconque sur la gestion de la BEAC. Mais la banque centrale a besoin, en tant qu'opérateur de marché, que sa gestion soit jugée suffisamment saine et efficace par le Fonds. Dans un tel environnement, ce

n'est pas si sûr qu'une telle opération, qui heurte les statuts de la banque centrale, trouve grâce aux yeux du Fmi.

BOA doit savoir que la piste BEAC ne pourra pas le tirer d'affaire. La seule façon de sortir du marasme économique dans lequel ce pays est plongé est de rétablir un pouvoir légitime au sommet de l'Etat. C'est lui qui peut prendre les mesures économiques très difficiles que requiert la situation actuelle et les faire admettre au peuple. Un tout autre schéma passant par la junte pour redresser l'économie est illusoire. Mais l'entêté BOA feint de croire le contraire.